

## La Yougoslavie de Tito dans le camp impérialiste

La campagne en faveur du « *communisme* » yougoslave bat son plein. Il n'est pas de semaine où quelque nouveau reportage ne chante les louanges de Tito, le vrai, le seul, l'unique chef d'Etat dont puissent se réclamer les « *révolutionnaires authentiques* ».

L'étoile de Tito, au ciel du socialisme, fait pâlir toutes les constellations. Qu'est-ce que l'Union Soviétique peut représenter, elle qui, d'après les déclarations mêmes de ses dirigeants, en est seulement à la phase du passage au communisme, auprès de la Yougoslavie dont M. Claude Bourdet dit par exemple : « *Article premier : la Yougoslavie n'est pas une République populaire. C'est un Etat communiste* » ?

Nous assistons donc à cette étrange situation où un système et une idéologie qui seraient les plus dangereux pour les intérêts capitalistes sont portés aux nues dans la presse et dans les déclarations des personnages officiels qui représentent précisément ces intérêts. Pour qui a le moindre bon sens, l'accueil empressé qui est fait à la propagande « *titiste* », de *Franc-Tireur* au *Figaro*, en passant par *La Croix*, *Paris-Presse*, *France-Soir*, etc., constitue déjà la preuve d'une gigantesque mystification. Une mystification semblable à celle de Hitler, que Staline dénonçait en ces termes le 6 novembre 1941 :

« *Si ces impérialistes déchaînés et ces pires réactionnaires continuent à se draper dans la toge de « nationalistes » et de « socialistes », ils le font pour tromper le peuple, abuser des naïfs et couvrir du drapeau du « nationalisme » et du « socialisme » leur nature de brigands impérialistes.* »

La toge du « *communisme national* » dans laquelle se drape Tito ne saurait davantage faire illusion. Il y a maintenant plus de deux ans que la résolution du Bureau d'information sur la Yougoslavie formulait le diagnostic du régime établi par Tito et sa clique et donnait une analyse extrêmement précise de la situation en Yougoslavie. La politique extérieure des dirigeants yougoslaves y était déjà caractérisée comme essentiellement antisoviétique. La résolution indiquait que les dirigeants yougoslaves « *se sont engagés dans la voie de la division du front unique socialiste contre l'impérialisme, dans-la voie de la trahison de la cause de la solidarité internationale des travailleurs et dans le passage aux positions du nationalisme* ». Elle ajoutait, dans un passage capital qu'il n'est pas inutile de citer longuement :

« *Les dirigeants yougoslaves s'orientent mal dans la situation internationale et intimidés par le chantage à la menace des impérialistes estiment qu'ils pourraient gagner la bienveillance des Etats impérialistes par des concessions faites à ces Etats, s'entendre avec eux sur l'indépendance de la Yougoslavie et inculquer peu à peu au peuple yougoslave, l'orientation vers ces Etats, c'est-à-dire l'orientation vers le capitalisme.* »

*« En faisant cela, ils partent tacitement d'une thèse nationaliste bourgeoise bien connue, selon laquelle : « les Etats capitalistes présentent un moindre danger que l'U.R.S.S. pour l'indépendance de la Yougoslavie ».*

*« Les dirigeants yougoslaves ne comprennent probablement pas ou peut-être font semblant de ne pas comprendre qu'une pareille thèse nationaliste ne peut aboutir qu'à la dégénérescence de la Yougoslavie en une République bourgeoise ordinaire, à la perte de l'indépendance de la Yougoslavie et à sa transformation en une colonie des payés impérialistes. »*

L'orientation ainsi définie a été amplement confirmée par les événements de ces deux dernières années. C'est que les tares que l'analyse marxiste avait permis de déceler n'étaient pas seulement le fait d'une politique grossièrement erronée. Elles relevaient, comme la suite l'a démontré, d'une pratique déjà ancienne de la trahison parmi la clique des dirigeants yougoslaves. Mais la résolution du Bureau d'information les contraignit à se démasquer toujours davantage.

C'est en vain que les « idéologues » et propagandistes du « titisme » s'acharnent à édifier le mythe d'une neutralité de Tito, d'une « troisième force yougoslave », qui certes ne se trouverait plus dans le même camp que l'U.R.S.S., les démocraties populaires et le mouvement mondial des combattants de la paix, mais qui ne serait pas non plus dans le camp de l'impérialisme et des forces de guerre. Les faits parlent. Il n'y a pas de neutralité yougoslave. Il n'y a pas de « troisième force titiste ». La Yougoslavie de Tito est bel et bien passée dans le camp américain. Elle est même très exactement à l'avant-garde du dispositif d'agression.

Pour ouvrir les yeux des plus aveugles il y a non seulement le fait que l'attitude des représentants titistes à l'O.N.U. ne se distingue pas de celle des représentants des puissances occidentales ; qu'ils ont été en maintes occasions les porte-parole les plus ardents de l'antisoviétisme à la tribune de Lake-Success ; qu'ils ont été les candidats de Washington au Conseil de Sécurité, où ils ont été élus en violation des règles de l'O.N.U. ; qu'ils ont encore, dernièrement, dans le débat sur la Corée, pris une position identique à celle des Etats-Unis en désignant la Corée du Nord comme l'agresseur, en votant les sommations exigées par Truman, en acceptant par leur présence et leur vote que le Conseil de Sécurité, tel qu'il fonctionne actuellement, joue le rôle d'instrument pur et simple de la politique américaine. Où et quand les dirigeants yougoslaves ont-ils adopté une attitude « neutraliste » ? Serait-ce par hasard dans l'affaire grecque, où il est prouvé et archi-prouvé qu'ils ont aidé de manière décisive les monarcho-fascistes et leurs maîtres américains. Faut-il rappeler que le 5 juillet 1949, les troupes démocratiques grecques qui défendaient la chaîné frontière du Kaïmatchalan, étaient prises à revers par les troupes monarchistes ? Or celles-ci ne pouvaient avoir accompli leur mouvement tournant qu'à travers le territoire yougoslave. L'opération avait été précédée par une entrevue entre officiers yougoslaves et officiers monarcho-fascistes, anglais et américains. La commission balkanique de l'O.N.U. a reconnu que les monarcho-fascistes ont « violé » le

territoire yougoslave et qu'il y a eu une rencontre entre officiers grecs et yougoslaves au Kaïmatchalan. Mais la trahison est encore allée plus loin, puisque, comme le signalait l'agence *Grèce Libre* dans un communiqué en date du 16 août 1949 : « *Pendant la bataille du Vitsi et au moment où des détachements de l'A.D.G. livraient d'après combats, ils essayèrent d'avant et d'arrière le feu des Yougoslaves.* »

D'ailleurs, M. Tsaldaris avait vendu la mèche plusieurs mois à l'avance, en déclarant au début d'avril au correspondant du *Daily Mail* : « *Dans peu de temps, Tito et le roi de Grèce seront des alliés contre la menace bulgare-kominformiste* ». Pour cette gaffe monumentale, Tsaldaris se fit vivement rabrouer par la revue anglaise *Time and Tide* : « *Une proclamation ouverte de Tito qu'il ne sympathise plus avec les insurgés grecs aurait miné les prétentions du maréchal à être aussi bon communiste que n'importe lequel de ses critiques kominformistes. M. Tsaldaris ne paraît pas avoir compris qu'une telle déclaration ne pourrait qu'aider la propagande du Kominform...* » (Voir *La Pensée*, n° 29.).

Malheureusement les gaffes du genre de celle de M. Tsaldaris, qui permettent de percer à jour les « *prétentions* » du Maréchal, sont difficiles à éviter. Le correspondant à Athènes du *New York Times* câblait à son journal, le 21 août dernier : « *La fin du conflit grec aura une influence profonde dans les Balkans. L'Albanie sera isolée. La Grèce sera en position de régulariser ses relations avec la Yougoslavie. L'Autriche espère également y arriver, après que son traité aura finalement été accepté par les Quatre Grands. Ceci permettra l'extension graduelle d'une ligne, depuis Vienne jusqu'à Athènes.* » Inutile de demander pour qui cette « *ligne* » serait installée. Le même correspondant expliquait tranquillement, le 16 septembre, que les puissances occidentales ont en vue « *l'affaiblissement et, éventuellement le changement du régime albanais, la protection de la Yougoslavie et de la Grèce... l'établissement d'un bloc véritablement indépendant (sic), comprenant l'Autriche, la Yougoslavie, l'Albanie et la Grèce* ».

On pourrait aisément multiplier de semblables aveux. Citons encore celui de M. John Nuycen, chef de la mission de l'O.E.C.E. en Grèce : « *On peut dire que la Grèce constitue l'accès aux Balkans, c'est-à-dire aux pays du rideau de fer. Nous croyons que la porte s'est déjà entrouverte à travers la Yougoslavie.* »

Le comportement des Yougoslaves à l'O.N.U., l'affaire grecque éclairent le dessein général de la politique extérieure de la clique Tito. Mais il est encore de nombreux autres indices de la trahison. Les lecteurs des *Cahiers* ont été largement informés de tout ce qu'ont révélé les procès des agents et espions titistes dans les démocraties populaires : le procès Rajk en Hongrie, le procès Kostov en Bulgarie, celui de Koci Drozé en Albanie, et de leurs complices, ont mis en évidence comme une dimension supplémentaire de la trahison « *titiste* ». Comme le dit, à propos du procès de Budapest la résolution du Bureau d'information de novembre 1949 : « *C'est pour exécuter la volonté des impérialistes que les traîtres yougoslaves se sont assigné le but de créer, dans les pays de démocratie populaire, des bandes politiques*

*composées d'éléments réactionnaires, nationalistes, cléricaux et fascistes, afin de faire, avec leur appui, des coups d'Etat contre-révolutionnaires dans ces pays, de détacher ces pays de l'Union Soviétique et de tout le camp socialiste et de les soumettre aux forces de l'impérialisme. La clique Tito a fait de Belgrade un centre américain d'espionnage et de propagande anticommuniste. »*

La presse bourgeoise a hurlé à l'in vraisemblance, à la machination, aux accusations forgées de toutes pièces, aux aveux extorqués, etc. Toute une littérature koestliérienne a fleuri, après que Tito lui-même ait donné le « la ».

Jusqu'au jour où même dans un journal comme *Combat*, qui avait mené, à l'usage des intellectuels, une campagne acharnée en faveur de Tito, de Rajk, de Kostov et Cie, on a pu lire, sous la plume de M. J. Bloch-Morhange, spécialiste des questions d'espionnage, une démonstration de la culpabilité de Rajk et de ses complices. M. Bloch-Morhange s'appuie sur les documents du procès de Budapest et montre qu'il est impossible de contester la véracité des aveux des accusés.

*« Quand Rajk reconnaît, étant étudiant, avoir été arrêté par la police de Budapest à propos d'une affaire de tracts communistes et avoir été relâché en acceptant de se livrer à un travail d'indicateur, ainsi que le confirme à l'audience le capitaine Boka, ancien attaché à la Préfecture de police de Budapest, il est certain qu'il dit la vérité. »*

*« Quand il reconnaît, après la guerre d'Espagne, avoir été interné en France dans trois camps, puis libéré pendant l'occupation de la France par l'Allemagne par un commandant allemand, avoir été envoyé en Allemagne, puis rapatrié en Hongrie, il est vraisemblable qu'il dit la vérité... »*

*« Quand Rajk reconnaît avoir rencontré à la fin de l'année 1945 ou au début de 1946, l'officier américain Martar Himmler, il est vraisemblable qu'il dit la vérité. »*

*« Quand Rajk reconnaît que lorsque l'O.S.S. (Office of Strategic Services) ayant passé la main aux agents de renseignements yougoslaves, on lui rappela qu'on détenait les preuves de sa lâcheté de 1931, il est vraisemblable qu'il dit la vérité »,* et quelles que soient la thèse particulière de M. J. Bloch-Morhange et sa prudence de langage, il en a assez dit pour édifier les plus sceptiques. Tito et sa clique apparaissent bien comme les hommes à tout faire des services de renseignements des puissances occidentales, comme les hommes du complot et de la guerre.

Leur rôle de provocateurs est encore plus éclatant depuis l'intervention impérialiste américaine en Corée. C'est sur eux que compte Washington pour tenter de laver, le cas échéant, par une généralisation du conflit, l'humiliant échec des troupes de Mac Arthur. Ils multiplient les incidents aux frontières de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Hongrie et s'ingénient à tenir prêt un prétexte pour le moment où il plairait à leurs maîtres de Wall-Street de déclencher la troisième guerre mondiale.

L'éditorial du *Monde* du 15 juillet 1950, décrit assez bien le mécanisme de l'opération :

« *Si la Yougoslavie estimait sa sécurité et son indépendance nationale en danger, on croit dans les milieux des Nations Unies que le gouvernement de Belgrade solliciterait l'intervention du Conseil de Sécurité.* »

Et *Le Monde* poursuit :

« *Le Conseil de Sécurité serait évidemment amené à adopter vis-à-vis d'elle la même attitude qu'à l'égard de la Corée du Sud et à appliquer les mêmes articles de la Charte.* »

Ainsi, que Tito lève le petit doigt et l'on peut être assuré, par tout ce qui a précédé, qu'il le lèverait au commandement de Truman et ceux qui règnent à Washington et font la loi présentement au Conseil de Sécurité se lanceraient dans la plus criminelle des aventures.

L'examen rapide de la politique extérieure des dirigeants yougoslaves est par lui-même probant. Mais ce qu'il nous a révélé est amplement confirmé par l'analyse du régime intérieur et de la situation économique en Yougoslavie.

La « *construction du socialisme* » reposait sur le plan quinquennal qui a débuté en 1947. A mesure que les mois et les années passent, la faillite du plan devient de plus en plus difficile à dissimuler. Si on veut se donner la peine de, comparer les renseignements sur la planification fournis d'un côté par les démocraties populaires et de l'autre par le gouvernement yougoslave, il n'est pas difficile de voir que les démocraties, populaires fournissent des statistiques claires, cohérentes, honnêtes, faisant état aussi bien des succès obtenus que des difficultés rencontrées. Du côté yougoslave, au contraire, les renseignements fournis ne permettent absolument pas de dresser un tableau d'ensemble de la situation. Les bulletins de victoire que diffuse généreusement l'agence Tanjug sont incohérents, fragmentaires, contradictoires et ne fournissent absolument aucune base sérieuse de documentation. Par exemple il n'a jamais été donné un renseignement précis sur la production agricole alors que l'on multiplie les chiffres sur les coopératives de production. Pour ce qui est des quantités récoltées, qui sont tout de même l'essentiel, il faut se contenter de la phrase prononcée par Tito dans son discours du 27 avril 1950 devant l'Assemblée nationale : « *Dans certaines branches, la production agricole s'est rapprochée du niveau d'avant guerre, et même l'a dépassé dans certains domaines.* » C'est tout, mais c'est déjà assez révélateur. Ce qu'il est impossible de dissimuler, ce sont les difficultés alimentaires toujours insupportables dans un pays essentiellement agricole qui avait autrefois une production excédentaire. Il est reconnu aujourd'hui comme un fait indiscutable que la Yougoslavie est le pays de la sous-alimentation permanente pour la grande majorité des travailleurs.

Sur la production des objets industriels de consommation courante, même mystère, mais là aussi la pénurie est si évidente, si visible qu'elle a été reconnue par tous les journalistes, même les plus favorables à Tito. Au fond il n'est pas un seul observateur étranger qui ne soit édifié sur cette question du plan quinquennal. Aucun n'a jamais parlé du succès du plan et beaucoup ont ouvertement avoué l'échec complet. Ainsi l'hebdomadaire américain *Time*, le 30 janvier 1950, dans un article intitulé : « *Impression de Belgrade* », écrivait : « *La vérité concernant le plan, autant qu'on puisse la découvrir, est que les réalisations sont certainement bien en dessous des objectifs visés.* » Et M. Alsop, dans le *New York Times*, écrivait, quelque temps après : « *A l'heure actuelle, le gouvernement yougoslave a visiblement grand besoin d'une aide urgente en devises stables pour pallier l'échec du plan quinquennal et atténuer les cruels sacrifices des masses.* » (Cité dans *Pour une paix durable*, 14 mars 1950.) Il est cependant certains domaines où le plan quinquennal a dépassé les prévisions. Il s'agit précisément de la destruction des forêts. Ce qui est remarquable, c'est que la propagande de Tito n'hésite pas à présenter cela comme un succès économique.

Le bulletin Tanjug, du 3 juillet 1950, écrit :

« *L'industrie du bois a exécuté son plan quinquennal en trois ans. M. Cameron, membre de la délégation internationale pour le ravitaillement et l'agriculture, qui séjourne actuellement en Yougoslavie, a dit : l'industrie du bois a exécuté son plan quinquennal en trois ans. Le plan supplémentaire, actuellement en voie d'exécution, est plus important que le plan quinquennal tout entier.* »

Nous avons là un exemple typique de l'information titiste. La destruction des forêts, pour l'exportation, est appelée « *industrie du bois* ». Et ce contrôle des pillages des richesses naturelles de la Yougoslavie est exercé par M. Cameron dont on oublie d'indiquer la nationalité américaine.

En dehors du bois, la Yougoslavie exporte en quantité des matières premières stratégiques réclamées par les Américains. Un communiqué de Radio-Belgrade en date du 18 avril 1950 reconnaissait que : « *le quart des exportations globales consiste en plomb, cuivre, antimoine, argent, bauxite, étain, chrome, pyrite, mercure, magnésite et autres minerais* ». Ces produits vont d'abord vers les Etats-Unis — les exportations vers l'Amérique ont augmenté de plus de six fois de 1948 à 1950 — mais aussi vers l'Allemagne occidentale, l'Angleterre, l'Italie.

Réciproquement les Américains et aussi les Anglais et les Allemands envoient en Yougoslavie uniquement l'outillage nécessaire pour développer les productions qui leur sont utiles.

En somme quand on examine avec un peu de soin l'économie yougoslave, son caractère fondamental apparaît avec beaucoup de clarté : la Yougoslavie est un pays *colonial*, sous contrôle américain, et toute son évolution économique est commandée

par les intérêts de l'impérialisme américain. Concrètement, qu'est-ce que cela représente ?

1° Du point de vue stratégique, la Yougoslavie doit entretenir une armée nombreuse (environ 30 divisions) toujours disponible pour une attaque contre les démocraties populaires et l'Union Soviétique. Ce petit pays de quinze millions d'habitants, a mobilisé environ un million d'hommes soit dans l'armée régulière, soit dans les forces de police. C'est la plus grande armée dont disposent les Etats-Unis dans le monde. L'économie yougoslave est donc d'abord une économie de guerre qui doit supporter cette charge intérieure extrêmement lourde.

2° Toujours du point de vue stratégique, la Yougoslavie doit augmenter la production de matériaux de guerre dont les Etats-Unis et les pays marshallisés ont besoin. Ceci détermine les secteurs industriels qui bénéficient de crédits et d'investissements étrangers, et dont le développement est assuré pour une certaine période.

3° L'économie yougoslave doit entretenir toute la clique gouvernementale qui tient le pays sous le joug. Tito, en tant que premier chambellan de l'impérialisme américain, a droit à des privilèges spéciaux. Ce sont ses 27 châteaux, ses immenses terrains de chasse et tout ce faste de satrape qui a été maintes fois décrit. Mais les autres domestiques ont aussi de grands besoins et ils coûtent plus ou moins cher suivant la fonction qu'ils occupent. Les privilégiés du régime, au nombre de 150.000 environ, disposent de soldes élevées, de magasins spéciaux, d'avantages en nature, et surtout de facilités diverses pour monnayer leur influence et spéculer sur la pénurie générale. Tout cela représente aussi une charge écrasante pour le peuple yougoslave.

4° Enfin il ne faut pas oublier les profits capitalistes ordinaires. M. Alsop, dans l'article déjà cité, parle de cela en termes très clairs, qui peuvent toucher le cœur des hommes d'affaires américains : « *La Yougoslavie, dit-il, constitue un excellent business qui donnera deux dollars pour chaque dollar investi.* » Ceci suppose évidemment des méthodes d'exploitation féroces pour l'ensemble des travailleurs yougoslaves et permet de mieux comprendre le travail forcé et l'extraordinaire misère d'un peuple tombé sous la domination de semblables aventuriers.

C'est tout cela qui s'appelle en Yougoslavie « *la construction du socialisme* ».

Les thèmes essentiels de la propagande de Tito à l'usage interne sont les suivants : nous sommes pauvres parce que l'Union Soviétique et les démocraties populaires refusent de nous aider, parce que nous sommes seuls pour construire le socialisme ; nous sommes pauvres parce que nous construisons le socialisme et que cela demande beaucoup de sacrifices, mais plus tard quand le socialisme sera construit, tout ira pour le mieux.

Le chauvinisme et la démagogie ont-ils réussi à tromper le peuple yougoslave ? Sans aucun doute, de même que le peuple allemand avait été aussi trompé par la démagogie de Hitler et de Goebbels. Mais depuis deux ans, les yeux s'ouvrent en Yougoslavie, beaucoup plus vite qu'ils ne s'étaient ouverts en Allemagne parce que les conditions historiques ne sont plus les mêmes. Tito n'a pas la même liberté de manœuvre que Hitler parce que ses maîtres américains sont plus exigeants, parce qu'il a été obligé, pour tromper le peuple yougoslave, de prendre le masque du communisme, de se proclamer disciple de Marx et de Lénine. Tout cela le contraint à une acrobatie de plus en plus difficile où il finira par se casser le cou.

La misère du peuple yougoslave est sans égale dans toute l'Europe et les persécutions policières de plus en plus sévères ne peuvent pas empêcher le mécontentement général de grandir. D'autre part, pour essayer de trouver une base sociale suffisante, Tito est contraint de rétablir le capitalisme privé sous toutes ses formes et ceci encore ne peut manquer de pousser à la révolte les travailleurs qui s'étaient laissé tromper. Ce rétablissement du capitalisme privé, qu'il serait trop long d'analyser ici en détail, s'est opéré en deux temps : d'abord à la campagne, actuellement dans les entreprises industrielles. A la campagne, l'appui social du régime est maintenant partout la classe des koulaks. Déjà, le 5 août 1949, Tito déclarait : « *On ne saurait qualifier de koulaks, les paysans qui ont quinze, vingt hectares ou même plus, s'ils approuvent notre société nouvelle.* » En fait, il ne s'agit pas tant de la superficie des terres que du rôle *dirigeant* donné à la classe des koulaks à la campagne au moyen de ces coopératives de travail où ils sont les maîtres incontestés.

De même que la domination des capitalistes agraires a été organisée au nom de « *la socialisation* » du travail agricole, de même le retour à l'entreprise privée dans le domaine industriel s'accomplit en ce moment au nom de la démocratie, de « *la lutte contre le bureaucratisme* ». Le gouvernement de Belgrade appelle cela « *la gestion des entreprises par les collectifs ouvriers* ». A ce propos on peut lire dans *Tanjug* du 29 juin 1950 : « *Le maréchal Tito a déclaré hier que cela signifie que les moyens de production d'Etat, usines, mines, chemins de fer, passent graduellement à une forme plus élevée de biens socialistes et que c'est là le chemin qui mène vers le dépérissement des fonctions de l'Etat dans l'économie.* » Quand on ajoute que la loi prévoit que « *le directeur, (de chaque entreprise) sera nommé par le Conseil d'administration de l'entreprise économique supérieure* » on peut comprendre sans être devin qu'il s'agit pour l'Etat d'abandonner aux privilégiés du régime la direction et les profits des entreprises. La Yougoslavie de Tito est devenue en fait le pays de l'exploitation capitaliste la plus impitoyable, sous la direction d'un appareil policier plus puissant que ne l'était la Gestapo de Hitler. Que tout cela conduise à brève échéance vers la catastrophe et les aventures guerrières est une certitude mathématique. Il dépend pour une grande part des peuples yougoslaves de conjurer ce terrible danger. Mais il dépend aussi des démocrates, des partisans de la paix du monde entier de faire le barrage, d'empêcher, par une campagne de vérité, Tito et sa clique de faire des dupes et d'accomplir dans une confusion propice le mauvais coup qu'il prépare.

Dire la vérité sur Tito et son régime est devenu un devoir aussi urgent que pouvait l'être à la veille de la deuxième guerre mondiale la dénonciation de Hitler et de ses complices.

*Victor Leduc et Jean Baby*

*(Cahiers du communisme, août 1950, p.47-54.)*